



# G20 et changement climatique

Lutter pour un avenir meilleur et durable.

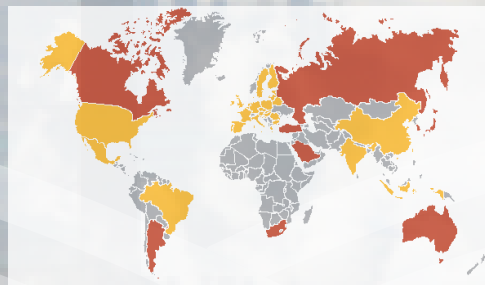
## CONTEXTE :

Créé en 1999, le G20 rassemble l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Turquie, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne. Responsable, à lui seul, de 80 % des émissions actuelles de gaz à effet de serre et de 99 % des émissions historiques de CO2 (1850-2013), représentant 85 % du PIB mondial et 51 % de la population, le G20 doit jouer un rôle de premier plan en matière de réduction des émissions, de transition vers les énergies renouvelables et de financement de l'action climatique. Cependant, au sein même du G20, les niveaux de responsabilité varient, que ce soit en termes de contribution aux émissions, historiquement et encore actuellement, mais aussi d'obligations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'ambition affichée aujourd'hui dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays du G20 est largement insuffisante pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, voire de 2°C.

### L'ACTION CLIMATIQUE : un volet d'action essentiel pour CARE

Pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, les populations pauvres sont les premières victimes des impacts du changement climatique. Dans son travail au quotidien avec ces populations, CARE constate que le changement climatique met à mal les avancées réalisées en matière de développement et accentue les inégalités de genre ainsi que les injustices sociales et économiques à travers le monde. Le changement climatique a des conséquences de plus en plus importantes sur les actions de CARE et constitue une menace sérieuse à notre vision d'un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale, dont la pauvreté a été éradiquée et où les populations vivent dans la paix et la dignité. En l'absence d'action urgente, les objectifs en matière d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement durable pourraient être gravement compromis. Apportant un soutien aux communautés vulnérables en matière d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience, le réseau CARE a développé une boîte à outils dans ce domaine en s'inspirant de ses projets. En complément de son action sur le terrain, CARE mène des actions de plaidoyer et de communication sur le changement climatique.

## NIVEAU D'AMBITION DES CDN



MOYEN	INADÉQUAT
Brésil	Argentine
Chine	Australie
Inde	Canada
Indonésie	Japon
Mexique	Corée du Sud
Union européenne	Russie
	Arabie Saoudite
	Afrique du Sud
	Turquie
	États-Unis

## 4 FAITS IMPORTANTS

### LES PAYS DU G20 RESSENTENT LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET S'ADAPTENT

Les pays du G20 sont déjà frappés par les impacts du changement climatique. Des études démontrent que ces pays n'ont pas tous le même niveau de vulnérabilité et de préparation, mais ont déjà commencé à s'adapter. Cependant, des pays plus pauvres sont bien plus vulnérables et ont encore moins de capacités pour répondre aux impacts du changement climatique.

### LE CHANGEMENT CLIMATIQUE FREINE LE DÉVELOPPEMENT

Le changement climatique est l'une des principales injustices de notre époque. Les personnes vivant dans la pauvreté, en particulier les femmes et les filles, pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, sont les premières victimes des conséquences du changement climatique. Si aucune mesure n'est prise rapidement pour limiter le réchauffement à 1,5°C et augmenter de manière significative les efforts en matière d'adaptation, les populations pauvres pourraient être dans l'incapacité de préserver leurs moyens de subsistance, d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réaliser de nombreux objectifs de développement durable (ODD).

### LE G20 PEUT MENER LA TRANSITION VERS 100 % D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

De nombreux pays du G20 ont déjà initié la transition vers les énergies renouvelables, dont les coûts ont fortement diminué. Ce phénomène ouvre la voie à un réel potentiel de limitation du réchauffement à 1,5°C et à une transition irréversible vers 100 % d'énergies renouvelables. Cependant, le G20 continue de largement subventionner les énergies fossiles.

### DES RESPONSABILITÉS INÉGALES AU SEIN DU G20

Les pays du G20 sont responsables de plus de 99 % des émissions historiques de carbone. Alors que la Chine et les États-Unis sont, à l'heure actuelle, les principaux émetteurs, les États-Unis et l'Union européenne restent historiquement les principaux pollueurs depuis 1850. Au sein du groupe, l'Inde et l'Indonésie ont le plus faible niveau d'émissions par habitant. Cette responsabilité implique une obligation d'agir et de soutenir les autres pays qui subissent les impacts du changement climatique. Les engagements du G20 sont encore bien trop insuffisants en la matière.

## RECOMMANDATIONS

Si les pays du G20 n'ont pas tous la même part de responsabilité, le groupe dans son ensemble doit accroître son ambition en matière de lutte contre le changement climatique. CARE a identifié quatre domaines dans lesquels le G20 devrait convenir d'actions ambitieuses à mener dès 2017.

### Protéger les populations pauvres des risques climatiques

Les pays du G20 doivent s'engager à renforcer la protection des populations pauvres et vulnérables, en particulier des femmes et des filles, face aux risques climatiques. Ils peuvent le faire en soutenant de manière proactive le développement de mesures et plans d'adaptation mais aussi de mécanismes d'assurance adaptés aux populations pauvres ainsi qu'en augmentant les investissements en faveur de systèmes de protection sociale dans les pays en développement. Les pays développés du G20 doivent considérablement accroître les financements destinés à l'adaptation des pays pauvres d'ici à 2020 et mettre à disposition des fonds additionnels pour répondre aux pertes et aux dommages irréversibles. La coopération avec d'autres pays, en particulier avec le Forum sur la Vulnérabilité climatique/le V20 et l'Afrique, devrait favoriser la résilience climatique, notamment à travers les investissements en matière d'infrastructure.



### Promouvoir une réduction radicale des émissions pour rester sous le seuil des 1,5 °C

Tous les gouvernements du G20 doivent soumettre des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris avec des niveaux d'ambition élevés et comparables afin d'initier une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre nécessaire pour rester sous le seuil des 1,5 °C. Ils doivent s'engager à étayer leurs CDN d'ici 2018 par des stratégies nationales concrètes et transparentes en faveur du développement de sources d'énergies à faible émission de gaz à effet de serre. Ces mesures doivent être complétées par des initiatives concrètes visant à réduire encore davantage les émissions d'ici à 2020, notamment en accélérant le passage à 100 % d'énergies renouvelables afin d'aboutir à un niveau quasi nul d'émissions et en abandonnant progressivement les énergies fossiles. D'autres pays ambitieux, comme les 48 pays du Forum sur la Vulnérabilité climatique/V20, doivent être largement soutenus dans leur propre transition vers 100 % d'énergies renouvelables, en luttant particulièrement contre la précarité énergétique.

### Promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits humains dans l'action climatique

Sur la base de leurs engagements en matière de droits humains, des ODD et des dispositions de l'Accord de Paris, les pays du G20 doivent s'engager à promouvoir pleinement l'égalité de genre et les droits humains dans toutes les actions de lutte contre le changement climatique. Les pays du G20 doivent partager régulièrement leurs expériences et rendre compte des progrès réalisés à cet égard (y compris dans leurs CDN). Ils doivent également soutenir l'adoption d'un plan d'action solide sur le genre dans le cadre de la CCNUCC lors de la COP23.



### Mettre fin aux subventions à destination des industries des énergies fossiles et rediriger les fonds publics vers des actions durables

Le G20 doit acter la fin des subventions aux industries des énergies fossiles d'ici à 2020. Le G20 doit entamer un processus visant à rediriger d'ici 2020 l'ensemble des financements publics nationaux et internationaux destinés à l'énergie vers des sources d'énergie renouvelables, rentables, propres et sûres, ainsi que pour des actions favorisant l'efficacité énergétique. Le G20 doit rendre les investissements plus durables et promouvoir une tarification carbone qui permette de générer des fonds publics complémentaires pour financer l'action climatique et les initiatives en faveur des ODD.